

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/5402/Add.4

4 avril 1963

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

RENSEIGNEMENTS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS SUR LES TERRITOIRES
D'ASIE SOUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

BORNEO DU NORD

Conformément à la déclaration faite par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 27 septembre 1961, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels ci-après sur le territoire du Bornéo du Nord.

Ces renseignements, reçus le 21 mars 1963, sont transmis à l'Assemblée générale pour sa dix-huitième session^{1/}.

^{1/} Conformément à la résolution 1700 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, ces renseignements sont également transmis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

BORNEO DU NORD

POPULATION

1. Au recensement de 1960, la population du Bornéo du Nord se répartissait à peu près comme suit :

Dusuns, Muruts et autres races autochtones non musulmanes	168 000
Bajaus, Ilanuns, Suluks, Bruneis, Kedayans et autres races autochtones principalement musulmanes	141 800
Chinois	104 900
Divers (Malais, Indiens, Indonésiens, etc.)	37 800
Européens	1 800
TOTAL :	454 300

CONSTITUTION

2. La Constitution actuelle du Bornéo du Nord est en vigueur depuis 1960. Aux termes de ses dispositions, le territoire est administré par un Gouverneur, qui est conseillé par un Conseil exécutif, et le pouvoir législatif appartient à un Conseil législatif. Avant 1950, le Gouverneur était assisté par un Conseil consultatif. En octobre 1950, ce Conseil a été remplacé par les Conseils exécutif et législatif; depuis septembre 1960, le Conseil législatif compte une majorité de membres non fonctionnaires et le Conseil exécutif a autant de membres non fonctionnaires que de membres fonctionnaires.

Les principales caractéristiques de la Constitution actuelle sont les suivantes:
Gouverneur :

3. Le Gouverneur (actuellement sir W. A. C. Goode) est le chef de l'administration du territoire. Il est tenu de consulter le Conseil exécutif dans l'exercice de ses fonctions et se conforme normalement à ses recommandations.

Conseil exécutif :

4. Le Conseil exécutif est le principal organe exécutif du territoire. Il est composé de six membres non fonctionnaires désignés par le Gouverneur parmi les habitants et de six fonctionnaires de rang élevé. Le Conseil exécutif, présidé par le Gouverneur, a actuellement la composition suivante :

O. K. K. Datu Mustapha

Khoo Siak Chiew

D. A. Stephens

/...

A. W. Paton

Peng Tet Tshung

O. K. K. G. S. Sundang

R. N. Turner, C. M. G. (Secrétaire principal)

W. K. H. Jones (Attorney-General)

H. W. Davidson, (Secrétaire aux finances)

J. H. Macartney (Secrétaire par intérim à l'administration locale)

W. K. C. Wookey (Résident, Sandakan)

O. K. K. Mohammed Yassin bin Haji Hashim (Administrateur)

Conseil législatif :

Le Conseil législatif vote des lois destinées à assurer la paix, l'ordre public et la bonne administration du territoire. L'accord du Gouverneur est nécessaire pour l'adoption de ces lois, et est généralement donné. Le Conseil législatif est présidé par le Gouverneur, qui ne peut voter qu'en cas de partage égal des voix. Outre le président, le Conseil comprend 18 membres non fonctionnaires désignés par le Gouverneur parmi les habitants et 7 membres fonctionnaires (fonctionnaires de rang élevé).

Partis politiques

6. La principale organisation politique est la Sabah Alliance; elle est composée des quatre principaux partis politiques, qui conservent néanmoins leur personnalité propre. Ce sont : l'United National Kadazan Organization, l'United Sabah National Organization, le Borneo Utara National Party et l'United National Pasok Momogun Party.

7. Les membres non fonctionnaires du Conseil législatif comprennent les dirigeants des principaux partis politiques.

ORGANISATION JUDICIAIRE

8. Les tribunaux chargés d'assurer sur tout le territoire de la colonie l'application des lois civiles et pénales sont les suivants : la Cour suprême du Sarawak, du Bornéo du Nord et de Brunéi, qui comprend une Cour d'appel et une Haute Cour, et les Justices de paix qui se divisent en :

- a) Justices de paix de première classe;
- b) Justices de paix de deuxième classe;
- c) Justices de paix de troisième classe.

/...

9. Il existe aussi des tribunaux indigènes, qui sont entièrement distincts des Justices de paix et qui traitent des affaires où toutes les parties sont des Musulmans, notamment des affaires concernant des infractions aux lois et coutumes musulmanes.

10. La Cour suprême du Sarawak, du Bornéo du Nord et de Brunéi est composée d'un président, d'un conseiller et de deux assesseurs. L'un des assesseurs réside à Jesselton (la capitale), et le président (qui réside au Sarawak) se rend périodiquement dans le territoire pour s'occuper des affaires relevant de la Haute Cour.

ADMINISTRATION LOCALE

11. Les premières élections aux conseils municipaux et aux conseils de district ont eu lieu en décembre 1962 avec la participation des partis politiques. Elles portaient sur quatre conseils municipaux et 10 conseils de district dont un peu plus de la moitié des membres ont été élus. Pour être électeur, il fallait avoir 21 ans révolus, être né au Bornéo du Nord ou y avoir résidé pendant une certaine période fixée par la loi et remplir certaines conditions de résidence dans la circonscription électorale. Soixante-quinze pour cent des adultes ont participé aux élections et plus de quatre-vingt pour cent des électeurs ont voté.

12. Les conseils municipaux et les conseils de district exercent des fonctions normales d'administration locale - entretien des marchés, services de santé publique, contrôle des bâtiments, etc. - et tirent leurs revenus d'impôts, de taxes et de droits.
